

Geneva Internet Platform

DigitalWatch

NEWSLETTER
EN FRANÇAIS

*Vous recevez des centaines d'informations
sur les politiques numériques.*

Nous les recevons aussi.

*Nous les décodons, contextualisons, et analysons.
Ensuite, nous les résumons pour vous.*

TENDANCES ET EVOLUTIONS DES POLITIQUES NUMERIQUES EN JUIN

1. Désaccord du Groupe d'Experts Gouvernementaux de l'ONU sur le rapport final

Le Groupe d'Experts Gouvernementaux de l'ONU, chargé d'examiner les menaces cybernétiques et de faire des recommandations, n'a pas pu parvenir à un consensus sur son rapport final lors de sa dernière réunion qui s'est tenue du 19 au 23 juin 2017.

Les rapports précédents avaient introduit le principe admettant l'application du droit international en vigueur à tout l'espace numérique. Ils avaient aussi élaboré des normes et des principes pour un comportement responsable des états dans le cyberspace. Bien que n'ayant pas juridiquement un caractère contraignant, ces rapports exercent une influence géopolitique certaine dans la sécurité du cyberspace.

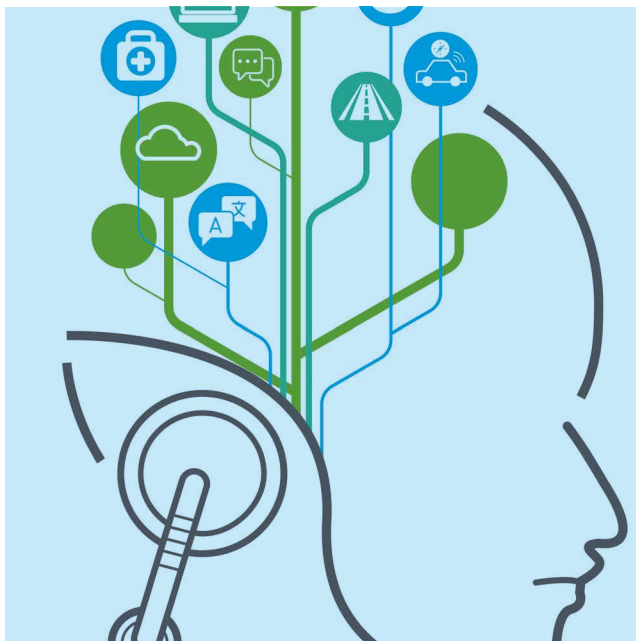
Consulter la page 6 pour voir l'analyse sur l'avenir du Groupe d'Experts Gouvernementaux de l'ONU.

2. Le secteur privé propose de nouvelles «cyber normes»

Dans le cadre des enquêtes criminelles et la lutte contre le terrorisme, l'industrie de l'Internet subit de plus en plus de pressions de la part des gouvernements pour la fourniture d'informations numériques. Les canaux traditionnels de coopération internationale sont lents et inopérants et une action juridique régulière pour l'obtention de preuves numériques par le biais de traités d'entraide judiciaire mutuelle peut prendre au minimum dix mois. Pour que le système judiciaire soit adapté à l'ère numérique, Google a proposé de nouvelles normes pour fournir des preuves numériques aux gouvernements.

La proposition de Google permettrait aux organismes d'application de la loi de demander directement des preuves numériques à des compagnies Internet en contournant l'obligation de passer par le biais de traités d'entraide judiciaire mutuelle. Au vu de la proposition, cela ne fonctionnerait que dans les pays qui respectent les normes en matière de protection de la vie privée, des droits de l'homme, et des procédures régulières.

La suite en page 3



L'intelligence artificielle est en train de façonner la soi-disant quatrième révolution industrielle. Dans deux pages spéciales, nous examinons ses implications et ses conséquences dans notre vie quotidienne. Plus d'information en page 7.

DANS CE NUMERO

LES EVOLUTIONS

Nous commençons par les principales évolutions du mois, comprenant les nouvelles propositions de normes dans le cyberspace et les appels renouvelés pour une meilleure réglementation.

Plus d'information en page 1 et 3

GENÈVE

Genève a été très agitée ce mois, avec plusieurs conférences et sommets sur les politiques numériques.

Plus d'information en page 2

L'OBSERVATOIRE

Des questions importantes telles que la sécurité, le e-commerce et les questions de juridiction étaient à la une de l'observatoire ce mois-ci. Nous traitons les principaux développements.

Plus d'information en page 4 et 5

LE GROUPE D'EXPERTS GOUVERNEMENTAUX DE L'ONU

Quel sera l'avenir du Groupe d'Experts Gouvernementaux des Nations Unies après l'absence de consensus sur son rapport final?

Plus d'information en page 6

Le numéro 22 de la revue *Digital Watch*, publiée le 30 juin 2017, par la Geneva Internet Platform (GIP) et la DiploFoundation | Traducteurs de l'édition française: Mamadou Lo, Sorina Teleanu, Leila Ueberschlag | Contributeurs: Stephanie Borg Psaila, Jovan Kurbalija, Virginia Paque, Marilia Maciel, Roxana Radu, Vladimir Radunović, Barbara Rosen Jacobson, Sorina Teleanu | Conçu et réalisé par Viktor Mijatović, mise en page par Aleksandar Nedeljkov, CreativeLab de Diplo | En plus de la revue, vous pouvez trouver un traitement en profondeur des développements sur l'observatoire *GIP Digital Watch* (<http://dig.watch>) et rejoindre les discussions le dernier mardi de chaque mois, en ligne, dans les différents centres locaux, ou au Geneva Internet Platform (<http://dig.watch/briefings>) | Envoyez vos commentaires à digitalwatch@diplomacy.edu

Sommet Mondial sur l'Internet des Objets

Le sommet [ici](#) qui s'est tenu du 6 au 9 juin, a réuni des experts de l'industrie et de la recherche sur l'Internet des objets pour discuter des technologies actuelles et émergentes, de l'utilisation de l'Internet des objets dans des domaines tels que les maisons intelligentes et les bâtiments publics, de l'efficacité énergétique, et des véhicules connectés. D'autres sessions ont traité les nouveaux défis pour l'infrastructure réseau qui émergent avec le développement des dispositifs et caractéristiques de l'Internet des objets. Une solution clé pour résoudre ces problèmes consiste à accélérer le déploiement du protocole Internet version 6 (IPv6).

Sommet Mondial sur l'Intelligence Artificielle au Service du Bien Social

L'intelligence artificielle peut avoir un impact plus important que la révolution industrielle. Ce fut le message d'ouverture du Sommet, tenu du 7 au 9 juin, [ici](#) qui a réuni des experts, des organisations internationales, et des universitaires pour discuter des possibilités de l'intelligence artificielle. Bien que les possibilités semblent considérables, certains experts ont également souligné des mises en garde sur les limites et les défis, comme le fait qu'il y a plus à «l'intelligence» que les machines ne peuvent reproduire et que l'intelligence artificielle peut élargir la fracture numérique.

Forum 2017 du Sommet Mondial sur la Société de l'Information

Le Forum, [ici](#) qui s'est tenu du 12 au 16 juin, a réuni la communauté des technologies de l'information et de la communication (TIC) pour le développement, afin de se pencher sur la manière dont le monde évolue vers l'atteinte des Objectifs du Développement Durable (ODD) et les efforts qui restent à faire. Un large consensus a été atteint sur le fait que les TIC et les solutions numériques peuvent faciliter l'atteinte des buts fixés par les ODD. Pour que ce potentiel soit pleinement exploité, il est nécessaire de renforcer les efforts dans des domaines tels que le déploiement d'infrastructures, la confiance dans l'utilisation des TIC, la promotion de l'alphabétisation numérique, et surmontant d'autres fractures numériques. **La Geneva Internet Platform a fourni des rapports en temps réel du forum. Lisez les rapports de session et téléchargez le rapport de synthèse [ici](#).**

«Fake News»: Le rôle du Biais de Confirmation dans un Monde Post-vérité

Organisé le 14 juin par l'Institut de Hautes Études Internationales et du Développement, l'événement [ici](#) s'est concentré sur la question des «fake news» et du rôle des biais de confirmation dans l'interprétation que nous avons des actualités. Les «fake news» se trouvent sous différentes formes et sont rapidement devenues un «problème démocratique». Au niveau individuel, l'analyse critique est importante, car les utilisateurs devraient pouvoir réfuter les informations fausses. Au niveau de la société, une combinaison de facteurs peut aider à résoudre les conséquences négatives des «fake news»: la gestion de la transparence par les compagnies Internet, l'éducation et la sensibilisation, et la création des messages ou signaux d'avertissements des contenus parrainés.

Accès au Numérique, Blocage d'Internet, et Surveillance: Acteurs privés et Respect de la Liberté d'Expression

L'événement [ici](#) organisé le 14 juin, a été consacré à la recherche de solutions possibles pour mettre fin aux blocages d'Internet et à la surveillance dans le monde entier. La hausse des blocages d'Internet par les États et l'accès facilité aux données personnelles des citoyens ont des répercussions importantes sur la protection des droits de l'homme. Dans ce contexte, un appel a été lancé pour que le Conseil des droits de l'homme fournisse des conseils aux États membres sur le minimum à respecter sur les droits de l'homme en ligne. Les entreprises privées ont été invitées à mettre en œuvre les Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme [ici](#).

35ème Session du Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies

À sa 35e session, [ici](#) qui s'est tenue du 6 au 23 juin, le Conseil a discuté, entre autres, de deux rapports relatifs aux droits de l'homme dans l'environnement numérique. Le rapport sur la promotion, la protection et la jouissance des droits de l'homme sur Internet: des moyens de combler la fracture numérique de genre dans une perspective de respect des droits de l'homme, [ici](#) qui a été préparé par le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, contient des recommandations pour s'assurer que les TIC sont accessibles de manière égale à toutes les femmes. Le rapport du Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'expression et d'opinion [ici](#) examine l'obligation des États de protéger et de promouvoir la liberté d'expression en ligne tout en mettant l'accent sur les problèmes de blocage d'Internet et des télécommunications, l'accès du gouvernement aux données des utilisateurs et la neutralité du net.

Colloque de Recherche sur le Droit de l'Internet à Genève

Le Colloque de recherche [ici](#) qui a eu lieu le 23 juin dans le cadre de «Geneva Internet L@w Summer School» ('École d'été sur le droit de l'Internet), [ici](#) a rassemblé des jeunes chercheurs, des universitaires, et des étudiants participant à l'école d'été. Les jeunes chercheurs ont présenté leurs projets de recherche sur des questions telles que l'intelligence artificielle, les véhicules autonomes, la confiance par rapport à Internet, et la protection des consommateurs. Un débat très animé a souligné l'impact de ces nouveaux développements technologiques sur les systèmes juridiques et politiques. Les participants se sont penchés, en particulier, sur l'application des règles existantes aux nouvelles évolutions d'Internet et l'identification des domaines dans lesquels de nouvelles règles juridiques et des approches politiques sont nécessaires.

TENDANCES ET EVOLUTIONS DES POLITIQUES NUMERIQUES EN JUIN

Suite page 1

La proposition de Google arrive quelques mois après la proposition de Microsoft pour une Convention de Genève du Numérique, [qui](#) décrit de nouvelles normes de cybersécurité pour les gouvernements et l'industrie de l'Internet. Le secteur privé intervient de plus en plus dans la conception et le développement des normes qui étaient, auparavant, le domaine des gouvernements. Les entreprises ont intérêt à lancer des discussions et à proposer des solutions sur des questions telles que la cybersécurité, qui affectent directement leurs activités.

3. Les gouvernements renouvèlent leurs appels pour plus de régulations

Les cyberattaques et les attaques terroristes entraînent souvent des appels à l'action. L'attaque du pont de Londres au Royaume-Uni, le 3 juin, a déclenché un appel pour plus de régulations d'Internet. [La](#) Premier ministre britannique, Theresa May, a déclaré que de nouveaux accords internationaux devraient être introduits pour réglementer l'Internet et empêcher les extrémistes d'agir en ligne.

Répondant à cet appel, le Premier ministre australien Malcolm Turnbull a évoqué le contenu extrémiste et l'utilisation d'Internet par les terroristes ainsi que les risques des zones numériques non gérées et pas couvertes par les gouvernements. [Son](#) appel à renforcer la capacité des agences de sécurité à contraindre légalement une entreprise à aider au décryptage est arrivé avant de la réunion des Fives Eyes (FVEY), [une](#) alliance protégée de cinq pays (États-Unis, Canada, Royaume-Uni, Australie, Nouvelle-Zélande) formée pour s'attaquer aux problèmes de sécurité.

Pendant ce temps, le Royaume-Uni et la France ont lancé une campagne conjointe de lutte contre le terrorisme. [Bien](#) que le Royaume-Uni travaille déjà avec des compagnies d'Internet pour arrêter la propagation de l'extrémisme, Theresa May et le président français Emmanuel Macron ont convenu que ces entreprises doivent faire plus et «respecter leur responsabilité sociale afin d'intensifier leurs efforts dans le but d'éliminer les contenus nuisibles».

Les compagnies d'Internet ont été attaquées pour ne pas répondre adéquatement à la surtension et à la propagation du contenu extrémiste sur leurs plates-formes. [En](#) réponse, plusieurs initiatives ont été lancées, telles que la Initiative de courage civil en ligne («Online Civil Courage Initiative») de Facebook, [et](#) le Forum Internet mondial pour lutter contre le terrorisme («Global Internet Forum to Counter Terrorism»), [lancé](#) par Facebook, YouTube, Twitter, et Microsoft.

4. Interruptions fréquentes de l'accès à Internet

Le blocage d'Internet a été signalé dans plusieurs pays tout au long du mois de juin.

L'Éthiopie a bloqué l'accès à Internet [dans](#) tout le pays pour contrer le risque de fuites et de diffusion d'épreuves d'examen en ligne. L'Égypte a bloqué l'accès [à](#) plus de 50 sites de journaux et de sites d'entreprises offrant des services de réseaux privés virtuels (VPN) qui pourraient aider les Égyptiens à contourner le bloc.

L'Administration chinoise du cyberspace a ordonné aux entreprises d'Internet de fermer près de 60 sites de divertissement. [Cette](#) action s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par l'Etat chinois pour contrer «les rapports excessifs sur la vie privée des célébrités».

Comme mentionné dans son rapport annuel, [le](#) Rapporteur spécial sur la protection et la promotion du droit à la liberté d'opinion et d'expression est fortement préoccupé par le fait que les États exigent de plus en plus de la part des fournisseurs de télécommunications et des services Internet de se conformer aux demandes de censure.

5. Une décision de justice mise les héritages numériques en évidence

Deux ans après l'introduction de politiques spécifiques sur l'héritage numérique par les entreprises de médias sociaux, un jugement judiciaire controversé a mis cette question en évidence.

L'affaire concerne le compte Facebook d'une fille de 15 ans décédée en 2012 suite à un accident de train. Ses parents ont essayé de savoir si la jeune fille était victime de cyber intimidation avant l'incident. En 2015, un tribunal régional de Berlin a statué en faveur des parents, arguant que le contenu du compte de la fille est analogue aux lettres et aux journaux intimes et «peut être hérité indépendamment de son contenu». La Cour d'appel a infirmé la décision, déclarant qu'«un contrat existait entre la fille et la société des médias sociaux et que le contrat a pris fin à la mort de la fille».

D'un point de vue juridique, trois questions principales se posent:

- Si le contenu téléchargé sur un réseau de médias sociaux reste la propriété du titulaire du compte ou est transféré au fournisseur de services (et sous quel titre).
- Si le droit de succession - qui est généralement déclenché par le décès d'une personne - s'applique à ce contenu.
- Quelles considérations de confidentialité, le cas échéant, devraient s'appliquer lorsqu'une personne décédée est mineure ou lorsque le contenu peut affecter d'autres mineurs?

L'affaire, qui devrait se poursuivre, met en perspective les legs numériques, y compris le fait que de nombreuses juridictions ne s'attaquent pas encore au transfert de contenu numérique lorsqu'un utilisateur décède. En outre, les entreprises d'Internet ont leurs propres façons de traiter le contenu et les comptes d'utilisateurs suite à la mort d'un utilisateur. L'absence de dispositions légales adéquates devrait être bientôt réglée.

Le «GIP Digital Watch observatory» est actuellement en train de cartographier le statut juridique du contenu numérique dans différentes juridictions et le traitement des héritages numériques par les réseaux sociaux.



POLITIQUES NUMERIQUES: EVOLUTIONS EN JUIN

Architecture globale de la gouvernance de l'Internet



Evolution en hausse

Le Premier ministre britannique a appelé à de nouvelles règles pour empêcher les extrémistes d'être actifs en ligne; [Le Premier ministre australien a appelé à un assouplissement du cryptage fort](#); [Le Royaume-Uni et la France ont lancé une campagne conjointe pour lutter contre le terrorisme](#).

Facebook, Microsoft, Twitter et YouTube ont créé un Forum Internet mondial pour lutter contre le terrorisme. [Ce forum permet de développer des solutions technologiques comme une base de données «hash» pour isoler les contenus extrémistes, et permettre d'entreprendre des recherches pour guider les décideurs. Les entreprises collaboreront également avec la Direction Exécutive du Conseil de sécurité des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme et la Fondation ICT4Peace pour établir un réseau de partage des connaissances, techagainstterrorism.org](#).

Développement durable



En stagnation

Les TICs et Internet détiennent la clé du développement durable et contribuent à tous les domaines du développement. Le Forum annuel du SMSI a abordé de nombreux aspects liés aux ODD, soulignant les projets et les initiatives qui visent à atteindre ces objectifs.

Sécurité



Evolution en hausse

Lors de sa dernière réunion, le Groupe d'Experts Gouvernementaux de l'ONU n'a pas pu atteindre un consensus sur un rapport final (*plus d'information en page 6*). tandis que Google a proposé un nouveau cadre qui permettrait aux gouvernements de demander des preuves numériques directement auprès des entreprises d'Internet pour satisfaire les besoins d'informations au cours des enquêtes.

Un nouveau système d'arnaques demandant une rançon Petya a paralysé des institutions dans le monde entier après avoir infecté des systèmes basés sur Windows dans plus de 65 pays.

Le Conseil de l'Union européenne a lancé une initiative visant à développer une Boîte à Outils Cyber-Diplomatiques – un cadre pour la réponse diplomatique conjointe de l'UE pour dissuader les cyberattaques et répondre aux menaces cybernétiques.

Les données personnelles de près de 200 millions de citoyens américains ont été divulguées et téléchargées sur un serveur de cloud d'Amazon, disponible à toute personne ayant un lien direct.

Commerce en ligne et économie de l'Internet



Evolution en hausse

La Commission européenne a infligé une amende de 2,42 milliards d'euros à Google pour non-respect des règles antitrust de l'UE. La Commission a déclaré que Google a abusé de sa position de marché dominante en sa qualité de moteur de recherche octroyant un avantage illégal à son service de comparaison de magasins au détriment d'autres services similaires.

Un juge de New York a estimé que des anciens conducteurs d'Uber sont admissibles aux prestations de chômage. La Chine a adopté des lignes directrices pour l'économie de partage – un secteur en plein essor qui devrait représenter environ un dixième du PIB du pays d'ici 2020. Les lignes directrices visent à renforcer l'innovation et l'esprit d'entreprise en masse. Le Parlement européen a publié des lignes directrices plus claires sur l'économie collaborative, dans le but de clarifier des questions ouvertes.

Après des mois de négociations, l'Indonésie et Google ont atteint un règlement fiscal pour 2016, même si les chiffres n'ont pas été divulgués. À partir du 1er juillet, l'Australie appliquera une taxe de 10% sur les produits et services numériques d'outre-mer qui sont achetés en Australie. Pendant ce temps, le gouvernement canadien a rejeté une proposition visant à imposer une taxe de 5% sur les services de diffusion sur Internet à large bande. En Russie, Google a été bloqué pendant plusieurs heures le 22 juin dans le but de faire respecter une décision fiscale en 2016.

Droits numériques



En stagnation

Le Rapporteur spécial sur la protection et la promotion du droit à la liberté d'expression et d'opinion a publié son rapport annuel examinant le rôle des États dans la menace de la liberté d'expression en ligne et d'autres implications pour les droits en ligne. Le rapport comprend également des recommandations pour les États et les acteurs privés.

L'Éthiopie a bloqué l'accès à Internet pour empêcher la diffusion en ligne des documents d'examen. Le blocage d'Internet avait pour but d'empêcher la répétition de la fuite des questions d'examen qui a eu lieu en 2016.

Juridiction et questions juridiques



Evolution en hausse

La Cour d'appel de Berlin, en Allemagne, a statué que les parents d'une fille de 15 ans qui a été tuée par un train en 2012 n'ont pas le droit d'accéder à son compte Facebook. En renversant une décision de la Cour régionale de 2015 en faveur des parents, le tribunal a statué en faveur de Facebook, affirmant qu'«un contrat existait entre la fille et la société des médias sociaux et que le contrat est fini avec le décès de la fille».

La Cour suprême du Canada a ordonné à Google de ne plus indexer les sites web appartenant à une entreprise vendant illégalement la propriété intellectuelle d'une autre société.

Infrastructures



Evolution en hausse

Les scientifiques chinois ont signalé la réussite des tests de communication par satellite quantique entre deux points situés à 1200 km l'un de l'autre. Dans les années à venir, la communication quantique caractérisée par une forte sécurité pourrait devenir une alternative aux canaux de communication actuels.

Les compagnies aériennes devraient avoir de meilleures connexions Internet à bord de leurs vols, après le lancement d'un nouveau satellite par Viasat. Viasat-2 opérera au-dessus des Amériques et l'Océan Atlantique.

Six des dix pays les plus avancés dans l'adoption de l'IPv6 sont des pays européens, selon le rapport du premier trimestre de l'année 2017 d'Akamai sur l'état de l'Internet. Le déploiement augmente également à l'échelle mondiale, indique Internet Society.

Neutralité du net



En stagnation

Aux États-Unis, les partisans de la neutralité du net prévoient une manifestation en ligne le 12 juillet pour protester contre les plans de la Commission Fédérale des Communications de retourner les règles de neutralité du net. La «longue-journée d'internet pour sauver la neutralité du net» impliquera des entreprises d'Internet majeures telles que Amazon, Mozilla et Reddit, ainsi que des organisations telles que la Electronic Frontier Foundation, la World Wide Web Foundation et Public Knowledge.

Afin de rendre l'intelligence artificielle plus sécurisée, des chercheurs d'OpenAI et de DeepMind ont travaillé sur un algorithme qui apprend à partir de commentaires humains. Étant donné que les problèmes associés à la notion d'apprentissage par renforcement en profondeur peuvent être dangereux, la méthode proposée dépendra considérablement des commentaires humains. Pendant ce temps, un groupe de chercheurs britanniques de l'Alan Turing Institute a fait valoir que la réglementation en vigueur ne suffit pas pour résoudre des problèmes tels que la transparence et la responsabilité; de nouvelles règles et lignes directrices sont nécessaires.

Les scientifiques du CERN déploient de l'intelligence artificielle pour protéger la grille du CERN contre les cyber-menaces. Ils travaillent avec un système d'intelligence artificielle qui apprend à distinguer les comportements sécuritaires et menaçants sur le réseau du CERN et à prendre des mesures lorsqu'ils détectent un problème.

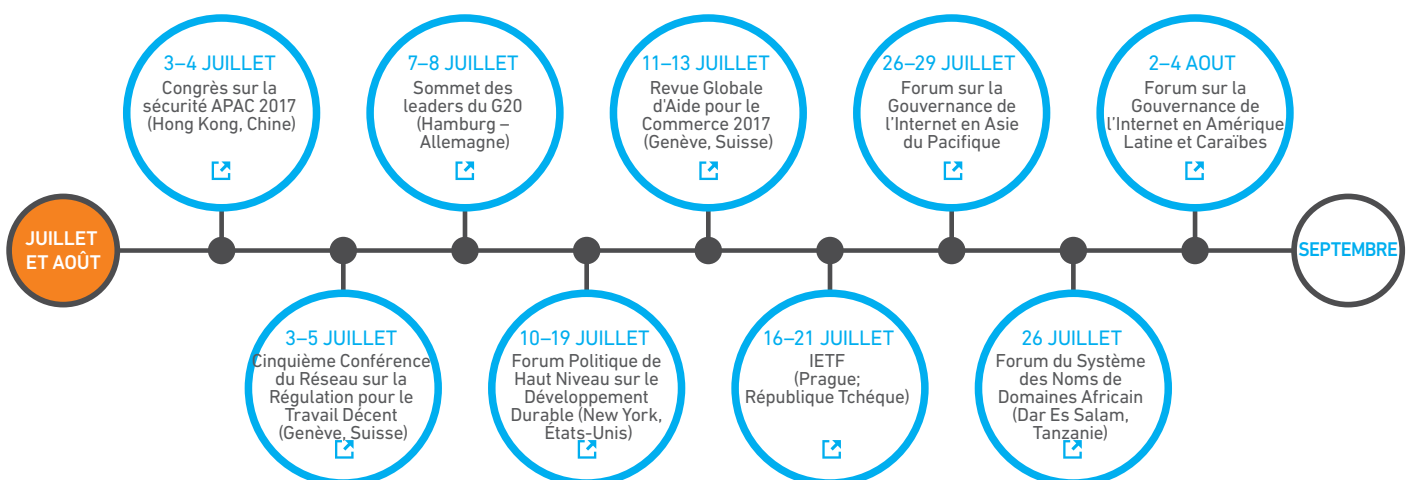
Le marché des drones augmente régulièrement. Dans l'UE, le partenariat public-privé SESAR JU, qui coordonne la recherche sur la gestion du trafic aérien, a publié le plan «U-space» pour rendre l'utilisation des drones dans l'espace aérien sécurisée et respectueuse de l'environnement.

Nouvelles technologies: Intelligence artificielle, Internet des objets, etc.



En stagnation

ÉVÉNEMENTS EN JUILLET ET AOÛT



Pour plus d'informations sur les événements à venir, visitez <http://dig.watch/events>

GROUPE D'EXPERTS GOUVERNEMENTAUX DES NATIONS UNIES: QUO VADIS?

Le Groupe d'Experts Gouvernementaux des Nations Unies n'a pas pu parvenir à un consensus sur son rapport final lors de sa dernière réunion. Sur quoi les membres sont-ils d'accord, et qu'est-ce que cela signifie pour l'avenir du groupe mandaté par l'ONU?

Un consensus n'a peut-être pas été atteint sur le rapport final, mais il y a eu un large accord entre les experts sur un certain nombre de points. C'est ainsi que Karsten Geier, chef du personnel de coordination de la politique cybernétique au ministère fédéral des Affaires étrangères de l'Allemagne, a résumé les résultats de la dernière réunion du Groupe d'Experts Gouvernementaux de l'ONU.

S'exprimant lors de la Cyber Week conference à Tel Aviv (25-29 juin), Geier a expliqué que l'accord portait sur les risques émergents (y compris l'utilisation des TIC par les terroristes), des mesures de renforcement des capacités à entreprendre, et des mesures et normes de confiance (y compris la sensibilisation des décideurs, la réalisation d'exercices, la définition de protocoles pour les notifications sur les incidents, les avertissements lorsque des infrastructures critiques sont attaquées, et empêcher des acteurs non étatiques de conduire des cyberattaques).

Il y a également eu une entente générale selon laquelle il y a des possibilités pour poursuivre le travail sur un document final existant. Néanmoins, à ce stade, il n'y a pas eu de consensus au niveau du Groupe d'Experts Gouvernementaux sur les options que les États pourraient avoir pour répondre aux cyberattaques. Ils ne se sont pas entendus non plus sur la manière de suivre le processus dans le cadre de l'ONU.

Certains pensent que le droit des États à répondre aux cyberattaques avec des moyens non numériques peut dissuader les cyberattaques. Selon Christopher Painter, coordonnateur pour les questions cybernétiques au Département d'État des États-Unis, différentes options devraient être discutées, y compris des notes diplomatiques, des sanctions économiques et des sanctions sur la «connexion à Internet». Cependant, un délégué cubain a exprimé des préoccupations publiques selon lesquelles cela pourrait accroître la militarisation du cyberspace qu'on pourrait

assimiler ou comparer aux attaques armées telles que définies par la Charte des Nations Unies.

En ce qui concerne l'avenir du processus, la plupart des experts reconnaissent la valeur du travail du Groupe d'Experts Gouvernementaux. Néanmoins, le délégué cubain a appelé à la création d'un « Groupe de travail à composition non limitée au Premier Comité de l'Assemblée générale des Nations Unies ». Cependant, membres de l'Organisation de coopération de Shanghai restent ouverts aux négociations sur un code de conduite international sous les auspices de l'ONU.

Une telle proposition est rejetée ouvertement par le gouvernement américain. Les États-Unis estiment que l'approche devrait être éloignée de l'élaboration de nouvelles normes, afin d'assurer l'adhésion des États aux normes élaborées, volontairement acceptées, à travers des discussions sur les voies et moyens d'agir contre les États qui se comportent mal. Thomas Bossert, l'assistant américain du président de la Sécurité intérieure et du contre-terrorisme à la Maison Blanche, a appelé à envisager des options autres que l'ONU pour imposer des sanctions sur les auteurs de cyberattaques, en mettant en œuvre les accords bilatéraux et l'établissement d'une coalition de pays partageant les mêmes idées.

Le président du Groupe d'Experts Gouvernementaux de l'ONU a souligné que la plupart des experts ont convenu qu'ils pouvaient travailler davantage sur les modifications finales du texte et ont souligné que les délibérations ne sont pas terminées; Il reste encore des options à explorer vers de possibles compromis.

Bien qu'il n'y ait aucun doute sur la pertinence du travail du Groupe d'Experts Gouvernementaux de l'ONU, l'absence de consensus sur le rapport final ne permet pas de voir clair sur l'avenir du Groupe. De même, les conflits sur le comportement des États dans le cyberspace ne sont pas résolus.



INTELLIGENCE ARTIFICIELLE: LES MACHINES AU DESSUS DE L'INTELLIGENCE HUMAINE?

L'intelligence artificielle existe depuis de nombreuses années. Vue comme un domaine de recherche lancé il y a plus de 60 ans, l'intelligence artificielle est en train de façonner la soi-disant quatrième révolution industrielle. Dans une édition spéciale de deux pages, nous examinons ses implications et ses conséquences dans notre vie quotidienne.

Beaucoup considèrent que la naissance officielle de l'intelligence artificielle en tant que discipline académique et domaine de recherche remonte en 1956, lorsque les participants à la Conférence de Dartmouth ont inventé le terme «Intelligence Artificielle». Ils ont affirmé à l'époque que «chaque aspect de l'apprentissage ou toute autre caractéristique de l'intelligence peut être décrit avec tant de précision qu'une machine peut être conçue pour la stimuler». À partir de ce moment, l'intelligence artificielle évolue continuellement et a trouvé son utilisation dans de nombreux domaines, de la fabrication à l'agriculture, aux services en ligne jusqu'aux solutions de cybersécurité.

Les implications de l'intelligence artificielle

La technologie a un énorme potentiel pour apporter des changements positifs dans la société et aider à relever certains des défis auxquels nous sommes confrontés. Les participants au Sommet Mondial sur l'Intelligence Artificielle au Service du Bien Social et au Forum SMSI, tous deux tenus ce mois-ci à Genève, ont évoqué la façon dont l'intelligence artificielle peut contribuer à l'avancement du programme de développement durable et identifier des solutions à des problèmes tels que la criminalité, la pauvreté, le changement climatique et la faim. Cependant, ils ont exprimé des inquiétudes quant aux conséquences négatives, non désirées de l'intelligence artificielle et à son impact sur les aspects économiques, sociaux, et culturels de la société.

De nombreux débats portent sur les perturbations que l'intelligence artificielle pourrait apporter au marché du travail. Un récent sondage mené auprès des chercheurs sur l'apprentissage par machine automatique a révélé que l'intelligence artificielle dépassera les humains dans de nombreux domaines au cours des 40 prochaines années. Cela signifie que les tâches actuellement réalisées par les humains seront automatisées et certains emplois deviendront obsolètes. Comment ces préoccupations peuvent-elles être prises en compte? Arrêter le progrès technologique n'est pas une option, et beaucoup conviennent que les efforts devraient être orientés vers une meilleure préparation de la population active pour les nouvelles exigences du monde du travail.

D'autres préoccupations concernent la sécurité et la sûreté. En effet, l'utilisation de l'intelligence artificielle dans les applications de la vie réelle, telles que les voitures autonomes sans conducteur, met en évidence la question de la sécurité humaine. Concevoir des algorithmes qui prennent en compte plusieurs facteurs lors de la prise de décision (comme font les humains) restent un domaine de recherche intensive. Par exemple, les chercheurs d'OpenAI et de DeepMind ont travaillé sur un algorithme qui apprend à partir de commentaires humains, afin de rendre l'intelligence artificielle plus sûre.

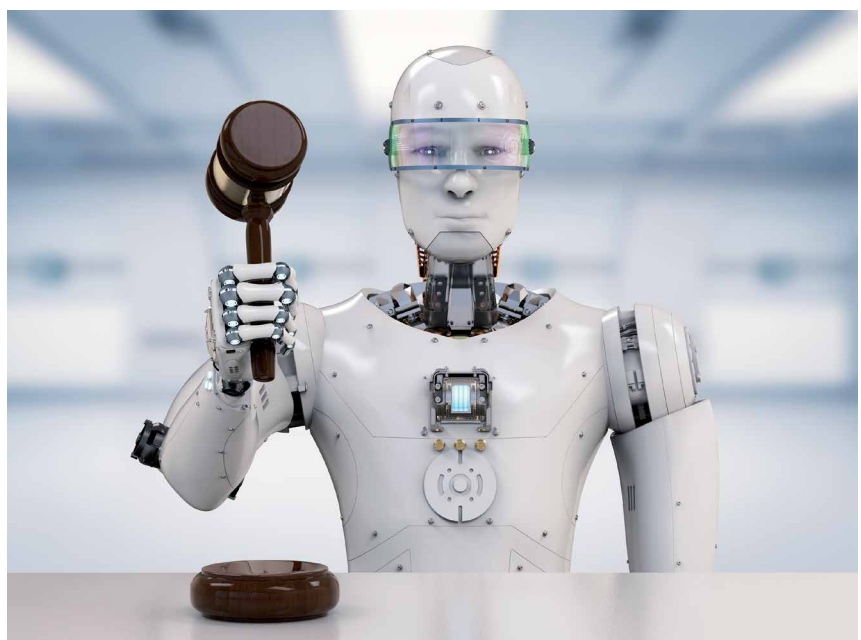
Comme les systèmes d'intelligence artificielle impliquent des jugements et des décisions, des questions ont également été soulevées concernant l'éthique, la responsabilité et la transparence. Comment éviter

la discrimination et les préjugés dans les décisions prises par les algorithmes? Au cas où les algorithmes d'intelligence artificielle sont utilisés pour rechercher des contenus extrémistes ou haineux en ligne, comment veiller à ce que les algorithmes soient impartiaux lorsqu'ils déterminent ce qui est approprié et ce qui ne l'est pas? Qui devrait être tenu responsable si un système d'intelligence artificielle n'agit pas comme prévu?

Voici quelques-unes des questions que les chercheurs étudient. L'Institut des ingénieurs électriciens et électroniciens (IEEE) a lancé une Initiative mondiale pour les considérations éthiques dans l'intelligence artificielle et les systèmes autonomes, visant à faire en sorte que les technologues soient éduqués, formés, et habilités à donner la priorité aux considérations éthiques dans la conception des systèmes intelligents. Les chercheurs de l'Université de Californie, Berkeley, et l'Institut Max Planck pour l'informatique ont travaillé sur le développement d'algorithmes d'intelligence artificielle qui peuvent «s'expliquer», en concevant un système de «pointage et justification» permettant aux algorithmes de pointer vers les données utilisées pour créer la décision et justifier pourquoi il a été utilisé de cette façon.

Ce ne sont que quelques-unes des préoccupations entourant l'intelligence artificielle. La bonne nouvelle est que les chercheurs, mais aussi les gouvernements, les organisations intergouvernementales, le secteur privé, et la société civile considèrent de plus en plus ces préoccupations. Le Partenariat sur l'intelligence artificielle («Partnership on AI») est un exemple à cet égard: l'initiative lancée en septembre 2016 par Amazon, DeepMind/Google, Facebook, IBM, et Microsoft, pour développer les meilleures pratiques sur les défis et opportunités liés à l'intelligence artificielle, a récemment été élargie pour inclure des partenaires tels que le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), la Electronic Frontier Foundation, et Human Rights Watch.

Suivre les dernières discussions politiques sur l'intelligence artificielle: <http://dig.watch/ai>



LES CHAMPS D'APPLICATIONS DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Un coup d'œil sur les domaines d'implémentation de l'intelligence artificielle...

Internet des objets

Les scientifiques cherchent des moyens dont l'intelligence artificielle peut améliorer d'autres technologies telles que l'internet des objets. Une équipe du Massachusetts Institute of Technology (MIT) a développé une puce qui pourrait permettre aux périphériques d'Internet des objets d'exécuter des algorithmes puissants, améliorant ainsi leur efficacité.

Voitures autonomes sans conducteurs

Plusieurs entreprises dont Google et Uber travaillent à la création de voitures autonomes sans conducteurs alimentées par des systèmes d'intelligence artificielle. Certains ont déjà commencé à tester ces voitures sur les routes.

Applications dans la santé

Les applications d'intelligence artificielle dans le domaine médical vont des robots médicaux aux algorithmes qui pourraient améliorer le diagnostic et le traitement médical.

Applications dans l'industrie

L'intelligence artificielle et la robotique sont les moteurs de la quatrième révolution industrielle, en ce sens que les systèmes automatisés sont de plus en plus utilisés dans la fabrication, l'agriculture, les réseaux électriques, les systèmes ferroviaires, etc.

Conception et amélioration des services en ligne

Les entreprises Internet et technologiques utilisent l'intelligence artificielle pour améliorer les services existants ou concevoir de nouveaux. Twitter a commencé à utiliser l'intelligence artificielle pour améliorer l'expérience des utilisateurs, Google a lancé un nouveau moteur de recherche d'emploi basé sur des algorithmes d'intelligence artificielle, Microsoft dispose d'une gamme d'applications intelligentes basées sur l'Intelligence Artificielle (de Calendar.help à le «chatbot» Zo).

Politique de contenu

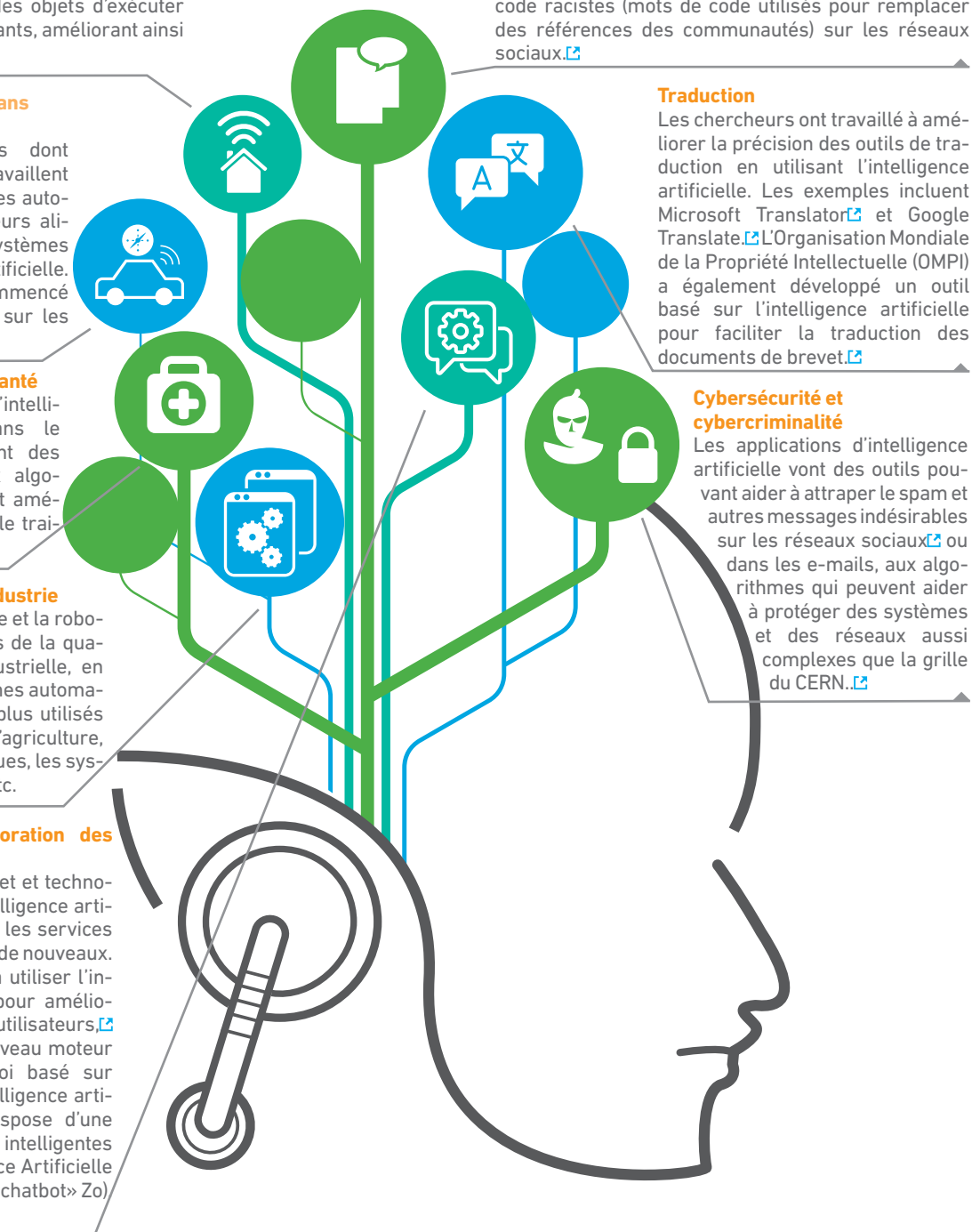
Les entreprises d'Internet utilisent de plus en plus des algorithmes d'intelligence artificielle pour traiter les discours haineux, les contenus terroristes et d'autres formes de contenu extrémiste en ligne. Les chercheurs progressent en développant un algorithme d'intelligence artificielle pour identifier des mots de code racistes (mots de code utilisés pour remplacer des références des communautés) sur les réseaux sociaux.

Traduction

Les chercheurs ont travaillé à améliorer la précision des outils de traduction en utilisant l'intelligence artificielle. Les exemples incluent Microsoft Translator et Google Translate. L'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) a également développé un outil basé sur l'intelligence artificielle pour faciliter la traduction des documents de brevet.

Cybersécurité et cybercriminalité

Les applications d'intelligence artificielle vont des outils pouvant aider à attraper le spam et autres messages indésirables sur les réseaux sociaux ou dans les e-mails, aux algorithmes qui peuvent aider à protéger des systèmes et des réseaux aussi complexes que la grille du CERN.



Abonnez-vous aux mises à jour de GIP Digital Watch à <http://dig.watch>